

La cour de justice de Bratislava a refusé, mardi 13 février, de blanchir le Premier ministre, Andrej Babis, des accusations de coopération avec la police secrète tchécoslovaque. Vingt-huit ans après l'effondrement des régimes communistes d'Europe, le passé des responsables politiques reste un sujet délicat.

« Le Premier ministre Babis continuera à être considéré comme un agent de la StB [la Sécurité d'État, service de renseignements tchécoslovaque], a tranché la justice slovaque », titrait en une de son édition de mercredi Hospodárské Noviny. [...]

Lire la suite sur [Courier International](#).